

- précise un ensemble de mesures relatives à la création d'institutions et à l'établissement de règles afin de renforcer et d'élargir le mandat du GATT.

À Venise, en 1987, les dirigeants ont renouvelé leur appui au système commercial multilatéral et à l'Uruguay Round. Ils ont reconnu que les pratiques commerciales abusives et protectionnistes ne peuvent être maintenues, et que les négociations de l'Uruguay Round doivent progresser rapidement. Ils se sont engagés à déposer des propositions détaillées pour les négociations et ont appuyé la demande d'un examen ministériel à mi-parcours des résultats des NCM. Les dirigeants ont convenu que l'un des objectifs des NCM devrait être d'obtenir des résultats rapides et, dans leur communiqué, ils ont rappelé la disposition contenue dans la déclaration de Punta del Este, à savoir que les accords conclus dans les premières phases des négociations pourraient être mis en oeuvre avant la conclusion des négociations.

Lorsque l'Uruguay Round a été lancé en 1986, il a été convenu qu'il prendrait fin au bout de quatre ans. La Conférence d'examen à mi-parcours des NCM au niveau ministériel, qui aura lieu à Montréal la semaine du 5 décembre 1988, offrira l'occasion d'examiner et de consolider les réalisations des deux premières années de pourparlers et de donner un nouvel élan à la phase finale décisive.

Le Canada, qui tire 46 % de son produit intérieur brut du commerce extérieur, joue un rôle constructif dans les NCM pour abaisser les obstacles au commerce mondial et créer des règles du jeu plus transparentes et efficaces. Il est important pour le Canada d'avoir un GATT fort et qui soit crédible tant pour les nations commerçantes que pour les gens d'affaires qui pratiquent le commerce international. À cette fin, le Canada travaille avec ses partenaires du Sommet à établir des moyens de renforcer le système du GATT et de lui donner plus d'efficacité.

Le Canada estime que tous les pays auront à gagner d'une croissance économique mondiale assurée par la libéralisation des échanges. Le gouvernement canadien, qui juge la participation des pays en développement indispensable à la réussite de l'Uruguay Round, les a vivement encouragés à prendre une part entière à ces négociations. Il a cherché à les aider en ce sens grâce à des projets financés par l'Agence canadienne de développement international, dont des projets de caractère éducatif destinés aux responsables de la politique commerciale, visant à rendre ceux-ci plus capables d'élaborer leurs positions et défendre leurs intérêts dans ces négociations.

Les perspectives de la Conférence d'examen à mi-parcours seront discutées par les dirigeants au Sommet de Toronto.